

Le directeur avait proposé aux organisations syndicales de faire une nouvelle conférence téléphonique à 13h30 ce mardi afin d'évoquer la mise en place du plan de continuité de l'activité. Suite aux annonces du président de la république et du ministre de l'intérieur du 16/03, la CGT avait demandé que cette conférence soit avancée au matin afin de permettre aux collègues non prioritaires de rentrer chez eux à midi.

Le directeur a rappelé que la DGFIP assurait des missions prioritaires et que les services ne seraient donc pas fermés. Après nous avoir fait savoir qu'il n'avait pas de consignes ministérielles, il nous a confirmé son choix de laisser toute latitude aux chefs de service pour organiser la prise en charge des missions prioritaires. Il a indiqué avoir donné des directives précises qu'il refuse de nous communiquer. Cela crée donc beaucoup de disparités d'un service ou d'un site à l'autre. D'ailleurs, il envisage même l'entraide entre plusieurs services d'un même site si l'un d'entre eux ne pouvait s'organiser.

Enfin, au moment où se tenait cette conférence, certains chefs de service n'avaient toujours pas reçu de consignes (notamment les services communs ou les personnels de ménage « Berkani »).

Le directeur, toujours persuadé du bien fondé de sa méthode (« chacun.e décide dans son coin ») nous demandait alors de lui faire remonter le nom des services où l'on nous signalait des difficultés de mise en place ! Jusqu'à quand cette mascarade !

Il a été demandé combien d'agent.es seront mobilisé.es et parmi ceux-là combien seront obligé.es de se déplacer par type service. A ce stade, la direction nous répond qu'elle n'est pas sûre d'être en capacité de le faire.

Nous avons demandé que les vérifications de service et autre inspection par l'IGF soient suspendues. Le directeur nous a donné son accord, tout en précisant qu'il n'avait pas la main sur l'IGF et qu'il ferait remonter.

Les cadres et agent.es mobilisés sur les missions prioritaires et devant se rendre dans des locaux de la DGFIP, pour autoriser leurs déplacements, devront être muni.es d'attestations délivrées par le directeur ou le chef de service.

Concernant la restauration, dans la mesure où les restaurants AGRAF sont fermés, la CGT avait interrogé dès hier le DRFIP pour que des solutions soient apportées. Le directeur a dit ne pas avoir de réponse de la DG. La CGT a réitéré sa demande d'attribution de tickets restaurant aux agent.es réquisitionné.es.

Nous avons également revendiqué la banalisation des journées de travail à compter du lundi 16 mars, répondant ainsi à une préconisation du Secrétariat Général du ministère. La direction a accepté pour les 16 et 17 mars mais réserve sa réponse pour la suite, tout en laissant les chefs de service gérer au cas par cas.

Devant le nombre de problèmes restant en suspend, une nouvelle conférence téléphonique aura lieu ce soir ou demain en début de matinée. Celle-ci ne fera pas l'objet d'un envoi par mail mais sera disponible sur le site internet de la section (<http://cgtdgfip75.org/>).

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [CR Divers](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
